

2° van elke rechtspersoon bedoeld in artikel 2, 1°, b), c) en d) van het decreet die erom gevraagd heeft.

De vertegenwoordigers bedoeld in het tweede lid worden aangewezen door de ambtenaren-generaal of de leider van de betrokken overheid.

Het secretariaat van het comité wordt waargenomen door het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap dat de agenda bepaalt.

**Art. 11.** Het Comité maakt een huishoudelijk reglement op, binnen de zes maanden na zijn oprichting dat, onder meer, voorziet in de opdrachten, de werkmethode en de verdeling van de verantwoordelijkheden inzake bekendmaking van de voor hergebruik toegestane documenten, tussen de diensten van de Regering en de andere overheden enerzijds en het Secretariaat-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap anderzijds.

**Art. 12.** Dit besluit, alsook het decreet van 25 januari 2007 houdende omzetting van de Richtlijn 2003/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 17 november 2003 inzake het hergebruik van overheidsinformatie, treden in werking de dag waarop ze in het *Belgisch Staatsblad* worden bekendgemaakt.

**Art. 13.** De Minister-President wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 juli 2010.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2010 — 3217

[C – 2010/29489]

### 15 JUILLET 2010. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant diverses dispositions relatives aux centres locaux de promotion de la santé et aux services communautaires de promotion de la santé

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 1997 fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française, et certaines mesures de son exécution, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 20 février 1998 fixant les procédures d'agrément et de retrait d'agrément des services communautaires et des centres locaux de promotion de la santé, et les missions du Centre de recherche opérationnelle en santé publique;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 3 mai 2005 portant agrément du Centre local de promotion de la santé du Hainaut occidental pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2005 au 31 août 2010;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 1<sup>er</sup> juillet 2005 portant agrément du Centre local de promotion de la santé de Mons-Soignies pour la période du 1<sup>er</sup> octobre 2005 au 30 septembre 2010;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 3 août 2005 portant agrément du Centre local de promotion de la santé de Liège pour la période du 1<sup>er</sup> octobre 2005 au 30 septembre 2010;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 3 août 2005 portant agrément du Centre local de promotion de la santé de Huy-Waremme pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2005 au 31 août 2010;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 décembre 2005 définissant les missions spécifiques et la contribution permanente spécifique des services communautaires de promotion de la santé pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2005 au 31 août 2010;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 22 décembre 2005 portant agrément des services communautaires de promotion de la santé pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2005 au 31 août 2010;

Vu l'arrêté du Gouvernement du 21 novembre 2008 portant agrément du Centre local de promotion de la santé en province de Namur pour la période du 1<sup>er</sup> novembre 2008 au 31 octobre 2010;

Vu l'avis du Conseil supérieur de promotion de la santé, donné le 12 juillet 2010;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 juin 2010;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juillet 2010;

Considérant que l'agrément des services communautaires de promotion de la santé et des centres locaux de promotion de la santé du Hainaut occidental, de Huy-Waremme, de Liège, de Mons-Soignies et de Namur arrive à échéance dans le courant de l'année 2010;

Considérant qu'il y a lieu de prolonger de deux ans l'agrément de ces services afin de pouvoir procéder à l'évaluation des dispositifs existant en matière de santé ainsi que celle du programme quinquennal de promotion de la santé prévue par le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé;

Considérant que la période de validité des missions fixées par l'arrêté du 22 décembre 2005 précité définissant les missions spécifiques confiées aux services communautaires de promotion de la santé arrive à échéance en date du 31 août 2010;

Considérant qu'il y a lieu de prolonger de deux ans la période de validité de ces missions afin de la faire coïncider avec la période d'agrément des services communautaires de promotion de la santé;

Considérant la nécessité d'assurer le respect du principe général de continuité du service public;

Sur proposition de la Ministre de la santé;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 mai 2005 portant agrément du Centre local de promotion de la santé du Hainaut occidental pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2005 au 31 août 2010, les termes « 31/8/2010 » sont remplacés par les termes « 31/8/2012 ».

**Art. 2.** A l'article unique du même arrêté, les termes « cinq ans » sont remplacés par les termes « sept ans ».

**Art. 3.** Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1<sup>er</sup> juillet 2005 portant agrément du Centre local de promotion de la santé de Mons-Soignies pour la période du 1<sup>er</sup> octobre 2005 au 30 septembre 2010, les termes « 30/9/2010 » sont remplacés par les termes « 30/9/2012 ».

**Art. 4.** A l'article premier du même arrêté, les termes « cinq ans » sont remplacés par les termes « sept ans ».

**Art. 5.** Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 août 2005 portant agrément du Centre local de promotion de la santé de Liège pour la période du 1<sup>er</sup> octobre 2005 au 30 septembre 2010, les termes « 30/9/2010 » sont remplacés par les termes « 30/9/2012 ».

**Art. 6.** A l'article premier du même arrêté, les termes « cinq ans » sont remplacés par les termes « sept ans ».

**Art. 7.** Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 août 2005 portant agrément du Centre local de promotion de la santé de Huy-Waremme pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2005 au 31 août 2010, les termes « 31/8/2010 » sont remplacés par les termes « 31/8/2012 ».

**Art. 8.** A l'article unique du même arrêté, les termes « cinq ans » sont remplacés par les termes « sept ans ».

**Art. 9.** Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2005 portant agrément des services communautaires de promotion de la santé pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2005 au 31 août 2010, les termes « 31/8/2010 » sont remplacés par les termes « 31/8/2012 ».

**Art. 10.** A l'article premier du même arrêté, les termes « cinq ans » sont remplacés par les termes « sept ans ».

**Art. 11.** Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 décembre 2005 définissant les missions spécifiques et la contribution permanente spécifique des services communautaires de promotion de la santé pour la période du 1<sup>er</sup> septembre 2005 au 31 août 2010, les termes « 31 août 2010 » sont remplacés par les termes « 31 août 2012 ».

**Art. 12.** A l'article 2 du même arrêté, les termes « 31 août 2010 » sont remplacés par les termes « 31 août 2012 ».

**Art. 13.** Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 21 novembre 2008 portant agrément du Centre local de promotion de la santé en province de Namur pour la période du 1<sup>er</sup> novembre 2008 au 31 octobre 2010, les termes « 31/10/2010 » sont remplacés par les termes « 31/10/2012 ».

**Art. 14.** A l'article premier du même arrêté, les termes « deux ans » sont remplacés par les termes « quatre ans ».

Bruxelles, le 15 juillet 2010.

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,  
Mme F. LAANAN

---

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2010 — 3217

[C - 2010/29489]

**15 JULI 2010. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van diverse bepalingen betreffende de plaatselijke centra voor gezondheidspromotie en de gemeenschappelijke diensten voor gezondheidspromotie**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1997 tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap en houdende sommige beslissingen tot uitvoering ervan, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van 20 februari 1998 tot bepaling van de procedures tot erkenning en intrekking van de erkenning van de gemeenschapsdiensten en de plaatselijke centra voor gezondheidspromotie, en de opdrachten van het centrum voor operationeel onderzoek inzake volksgezondheid;

Gelet op het besluit van de Regering van 3 mei 2005 tot erkenning van het « Centre local de promotion de la santé du Hainaut occidental » voor de periode van 1 september 2005 tot 31 augustus 2010;

Gelet op het besluit van de Regering van 1 juli 2005 tot erkenning van het « Centre local de promotion de la santé de Mons-Soignies » voor de periode van 1 oktober 2005 tot 30 september 2010;

Gelet op het besluit van de Regering van 3 augustus 2005 tot erkenning van het « Centre local de promotion de la santé de Liège » voor de periode van 1 oktober 2005 tot 30 september 2010;

Gelet op het besluit van de Regering van 3 augustus 2005 tot erkenning van het « Centre local de promotion de la santé de Huy-Waremme » voor de periode van 1 september 2005 tot 31 augustus 2010;

Gelet op het besluit van de Regering van 22 december 2005 tot omschrijving van de specifieke opdrachten en de specifieke permanente bijdrage van de gemeenschapsdiensten voor gezondheidspromotie voor de periode van 1 september 2005 tot 31 augustus 2010;

Gelet op het besluit van de Regering van 22 december 2005 tot erkenning van de gemeenschapsdiensten voor gezondheidspromotie voor de periode van 1 september 2005 tot 31 augustus 2010;

Gelet op het besluit van de Regering van 21 november 2008 tot erkenning van het « Centre local de promotion de la santé en Province de Namur » voor de periode van 1 november 2008 tot 31 oktober 2010;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Gezondheidspromotie, gegeven op 12 juli 2010;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 juni 2010;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 15 juli 2010;

Overwegende dat de erkenning van de gemeenschapsdiensten voor gezondheidspromotie en van de plaatselijke centra voor gezondheidspromotie van Hainaut occidental, Huy-Waremme, Liège, Mons-Soignies en Namur tijdens het jaar 2010 ten einde loopt;

Overwegende dat de erkenning van deze diensten met twee jaar verlengd moet worden om te kunnen overgaan tot de evaluatie van de bestaande dispositieven inzake gezondheid alsook van deze van het vijfjarenprogramma voor gezondheidspromotie bedoeld in het decreet van 14 juli houdende organisatie van de gezondheidspromotie in de Franse Gemeenschap;

Overwegende dat de geldigheidsperiode van de opdrachten bedoeld in het voornoemde besluit van 22 december 2005 dat de specifieke opdrachten omschrijft die toegekend worden aan de gemeenschapsdiensten voor gezondheidspromotie, ten einde loopt op 31 augustus 2010;

Overwegende dat de geldigheidsperiode van deze opdrachten met twee jaar verlengd moet worden om deze gelijk te stellen met de erkenningsperiode van de gemeenschapsdiensten voor gezondheidspromotie;

Overwegende dat het algemeen continuïteitsprincipe van de openbare dienst nageleefd moet worden;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 mei 2005 tot erkenning van het « Centre local de promotion de la santé du Hainaut occidental » voor de periode van 1 september 2005 tot 31 augustus 2010, worden de woorden « 31/8/2010 » vervangen door de woorden « 31/08/2012 ».

**Art. 2.** In het enige artikel van hetzelfde besluit worden de woorden « vijf jaar » vervangen door de woorden « zeven jaar ».

**Art. 3.** In het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 juli 2005 tot erkenning van het « Centre local de promotion de la santé de Mons-Soignies » voor de periode van 1 oktober 2005 tot 30 september 2010, worden de woorden « 30/9/2010 » vervangen door de woorden « 30/09/2012 ».

**Art. 4.** In artikel 1 van hetzelfde besluit worden de woorden « vijf jaar » vervangen door de woorden « zeven jaar ».

**Art. 5.** In het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 augustus 2005 tot erkenning van het « Centre local de promotion de la santé de Liège » voor de periode van 1 oktober 2005 tot 30 september 2010, worden de woorden « 30/09/2010 » vervangen door de woorden « 30/09/2012 ».

**Art. 6.** In artikel 1 van hetzelfde besluit worden de woorden « vijf jaar » vervangen door de woorden « zeven jaar ».

**Art. 7.** In het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 augustus 2005 tot erkenning van het « Centre local de promotion de la santé de Huy-Waremme » voor de periode van 1 september 2005 tot 31 augustus 2010, worden de woorden « 31/08/2010 » vervangen door de woorden « 31/08/2012 ».

**Art. 8.** In het enige artikel van hetzelfde besluit worden de woorden « vijf jaar » vervangen door de woorden « zeven jaar ».

**Art. 9.** In het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 december 2005 tot erkenning van de gemeenschapsdiensten voor gezondheidspromotie voor de periode van 1 september 2005 tot 31 augustus 2010, worden de woorden « 31/08/2010 » vervangen door de woorden « 31/08/2012 ».

**Art. 10.** In artikel 1 van hetzelfde besluit worden de woorden « vijf jaar » vervangen door de woorden « zeven jaar ».

**Art. 11.** In het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 december 2005 tot omschrijving van de specifieke opdrachten en de specifieke permanente bijdrage van de gemeenschapsdiensten voor gezondheidspromotie voor de periode van 1 september 2005 tot 31 augustus 2010, worden de woorden « 31 augustus 2010 » vervangen door de woorden « 31 augustus 2012 ».

**Art. 12.** In artikel 2 van hetzelfde besluit worden de woorden « 31 augustus 2010 » vervangen door de woorden « 31 augustus 2012 ».

**Art. 13.** In het opschrift van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 november 2008 tot erkenning van het « Centre local de promotion de la santé en Province de Namur » voor de periode van 1 november 2008 tot 31 oktober 2010, worden de woorden « 31/10/2010 » vervangen door de woorden « 31/10/2012 ».

**Art. 14.** In artikel 1 van hetzelfde besluit, worden de woorden « twee jaar » vervangen door de woorden « vier jaar ».

Brussel, 15 juli 2010.

De Minister van Gezondheid,  
Mevr. F. LAANAN